

Assemblée Générale 2018
Jeudi 23 mai 2019



le planning
familial67

Les années se suivent et le temps passe très vite. Chaque année nous devons intégrer toutes les difficultés des années précédentes, les digérer, les assimiler et, si possible, les transformer en expériences positives pour les années à venir.

C'est dans cette perspective que nous avons entrepris une démarche avec un Dispositif Local d'Accompagnement (DLA). Nous n'en sommes pas encore sorties et il est bien difficile actuellement de faire le point sur les orientations à prendre pour améliorer notre fonctionnement. Si nous voulons rester dans une démarche d'éducation populaire, celle-ci ne peut se faire que dans le non jugement et repose sur la confiance réciproque et la réaffirmation du pourquoi nous militons collectivement. Militer collectivement fait prendre le risque de divergences, de lenteurs, de hiérarchisation des priorités, mais c'est sur nos convergences et nos richesses qu'il nous faut insister car elles sont nombreuses et porteuses d'avenir. Il n'est cependant pas possible de travailler en collectif si chaque personne qui le compose ne se pose constamment la question : « comment pourrais-je faire, moi, à la place qui est la mienne, pour améliorer ce collectif et son organisation ? ».

Notre collectif dépasse d'ailleurs l'AD67 car nous faisons partie d'un mouvement national et international. Cela devrait nous mettre à l'abri du repli sur soi, nous aider dans notre compréhension du monde pour porter une parole politique bien au delà de nos champs spécifiques et pour nous impliquer davantage dans des mobilisations collectives diversifiées, en consolidant nos partenariats traditionnels et en en créant d'autres.

Le prochain congrès de notre mouvement national aura lieu en octobre prochain. Nous y participerons activement pour aider à dégager les orientations politiques du Planning Familial pour les trois prochaines années. Quelles que soient ces orientations nous resterons un mouvement féministe d'éducation populaire qui travaille en réseau avec d'autres acteurs de transformation sociale afin de déconstruire les rapports de domination, construire l'égalité entre les sexes et les sexualités, promouvoir une approche globale de la santé sexuelle « genre et santé sexuelle » et redire « mon corps m'appartient ! ».

Car le droit des femmes à disposer de leur corps n'est jamais acquis. Il ne l'est pas dans de nombreux pays et est en régression dans d'autres, en Europe et aux Etats-Unis (Géorgie, Alabama). C'est un droit « à part » jamais complètement légitime et constamment remis en question par les groupes et lobbies « anti avortement » et « anti droit des femmes à disposer de leur corps ». Ils sont riches, fondamentalistes religieux et ont une pensée totalitaire. Ce sont les mêmes qui maintiennent dans de nombreux pays des lois iniques contre les personnes LGBTI, approuvent la peine de mort, sont climatosceptiques. Ce sont les mêmes qui défendent tous les rapports de domination car le

système patriarcal ne maintient pas que la domination masculine et un des enjeux actuels du féminisme est de penser conjointement émancipation des femmes et justice sociale. Et pourtant dans le monde un avortement clandestin a lieu toutes les 9 secondes et une femme en meurt toutes les 9 minutes. Des millions de femmes n'ont pas accès à une contraception ni à un avortement sécurisés. En France même, l'IVG peut être prise en otage par des médecins, galop d'essai limité par une levée importante de protestations. Nous continuerons donc à revendiquer pour toutes les femmes le droit d'avorter sur notre territoire quel que soit le terme de leur grossesse et quelle que soit leur situation : femmes françaises ou étrangères, migrantes, réfugiées, avec ou sans papiers. Nous dénonçons la double clause de conscience pour les médecins, les délais restrictifs et l'accès très difficile à l'IMG pour des motifs psycho sociaux. En Alsace et aussi maintenant dans le Grand Est, grâce au travail à long terme de l'Observatoire de l'IVG, dont le Planning fait partie, de grands progrès ont été accomplis dans l'accès et l'accueil des femmes : la volonté est réelle et actée d'avoir « de bonnes pratiques ». Nous travaillons tou-te-s ensemble à déstigmatiser l'avortement, à faire évoluer le regard social qui culpabilise encore trop souvent les femmes et à faire reconnaître enfin le « droit de choisir » comme un droit fondamental. Si notre corps nous appartient, nous ne voulons plus être asservies, humiliées, achetées, vendues, violées et nous continuons à lutter contre toutes les formes de violences qui nous sont faites ici et partout dans le monde. Les défenseuses des droits des femmes sont, dans de nombreux pays, de plus en plus poursuivies, emprisonnées, condamnées, avec une violence inouïe.

En France la lutte contre les violences faites aux femmes a été proclamée « grande cause nationale » mais la volonté politique manque pour mettre en place les moyens de sa prise en charge. De cette grande cause nationale, beaucoup trop de femmes sont encore exclues : - des femmes qui n'ont rien révélé ou dont la parole n'a pas été suivie d'effets ;

- la plupart des femmes migrantes, réfugiées qui, outre toutes les violences subies au long de leur parcours, ne peuvent presque jamais faire reconnaître les violences et les viols qu'elles ont subis comme un motif de leur demande d'asile ;

- des femmes aussi qui n'osent encore dénoncer les violences médicales ou obstétricales dont elles ont été victimes ;

- de nombreuses jeunes femmes harcelées, isolées, trop souvent éloignées des lieux d'accueil, d'information et de prévention que sont par exemple nos Centres de Planification et nos Etablissements d'Information et de Conseil Conjugal et Familial (EICCF). L'existence de ces centres est régulièrement menacée ; elle est pourtant

primordiale pour l'accueil d'un public jeune, filles et garçons et d'un public précaire. Ils ont souvent fait notre connaissance dans nos animations, par l'intermédiaire de notre écoute téléphonique ou de nos partenaires.

Nous voulons remercier nos financeurs qui, malgré leurs contraintes budgétaires, nous font confiance et nous soutiennent. Ils ont compris que la logique comptable fait disparaître, c'est-à-dire rend invisible, la part de notre action qui n'est pas quantifiable : celle de la rencontre où, dans ces moments de reconnaissance réciproque, il advient un espoir, même dans les pires difficultés, moments qui vont s'inscrire de façon décisive dans l'avenir. Leur confiance nous permet également de conserver en tant qu'association la liberté d'interpeller, de dénoncer, de revendiquer. Mais nous restons dans une insécurité financière permanente, car si certains financements sont pérennisés pour quelques années ils ne suffisent pas pour nous permettre d'aller de l'avant. Nous espérons obtenir quelques financements sur des appels à projets mais cela ne nous donnera pas l'aisance pour embaucher ou augmenter les contrats de travail existants. Nous devons augmenter nos ressources propres en mettant par exemple l'accent sur nos offres de formation.

La base de notre travail ne se fait pas que sur des projets innovants mais bien sur nos missions quotidiennes qui ne sont décidément toujours pas obsolètes. Il n'y a qu'à écouter les personnes que nous rencontrons pour nous en convaincre : l'accès à la contraception pour les jeunes, l'accès à l'IVG, le droit à l'avortement, les problèmes de couple, d'orientation sexuelle, la lutte contre les IST, la lutte des LGBTI, la PMA pour toutes, la reconnaissance du droit à la vie affective et sexuelle des personnes en situation de handicap, les discriminations de genre, de classe, de race, les violences sexistes, tout est en chantier et il n'y a que la persévérance à long terme qui porte ses fruits.

Malgré un contexte international, national, associatif et interne difficile, le rapport d'activité nous montre que nous avons effectué le mieux possible nos missions. Nous avons même augmenté parfois très sensiblement nos « chiffres ». Mais nous restons raisonnables car nous n'avons pas actuellement les moyens humains et financiers pour accomplir tout ce que nous voudrions mettre en route, et nous devons veiller à ne pas nous épuiser à nouveau. La diversité de nos thèmes et de nos champs d'action, leur transversalité doivent être mises en avant non pas seulement pour que le Planning Familial soit plus visible et mieux reconnu, mais bien parce que cela a un sens politique fort et que cela nous met, en tant que féministes, au cœur de bien des mouvements de la société.

« The Times They Are A Changing ! »

Rapport d'activité

Depuis plus de 60 ans, le Planning Familial milite pour l'égalité femmes/hommes et pour que chaque personne puisse vivre une sexualité épanouie, à l'abri des violences, des grossesses non prévues et des infections sexuellement transmissibles. Notre association défend le droit à l'éducation à la sexualité, à la contraception et à l'avortement. Elle lutte contre les violences et les discriminations liées au genre et à l'orientation sexuelle. Ainsi, égalité, émancipation et liberté sont les valeurs centrales du projet de société du Planning Familial.

Installé à Strasbourg et Bischheim, le Planning Familial 67 organise ses activités en fonction des responsabilités et missions attachées à son établissement d'information, de consultation et de conseil familial ainsi qu'à son centre de planification ou d'éducation familiale.

I. LES ACTIVITES DU CENTRE DE PLANIFICATION ET D'EDUCATION FAMILIALE

Les centres de planification de Strasbourg et Bischheim offrent aux personnes accueillies des informations et consultations sur la contraception, la grossesse, l'IVG, et les Infections Sexuellement Transmissibles (IST). A l'occasion de ces consultations, les médecins et la sage-femme qui composent l'équipe du centre de planification, effectuent de façon systématique un dépistage des situations de violences récentes ou anciennes et accompagnent aussi les personnes (mineur-e-s et jeunes adultes) dans leur première prescription de contraception (pilule, implant), proposent des examens médicaux (frottis, bilan sanguin) et procèdent à des dépistages d'IST.

En 2018, le Centre de Planification 67 a effectué 3125 consultations médicales dont 1389 mineur-e-s rencontré-e-s. Sur 3125 consultations, 1194 personnes ont eu un dossier médical ouvert pour la première fois. De plus, 30 consultations ont été assurées pour des adultes assurées sociales.

Les conseillères conjugales et conseillères en formation, participent également aux activités du centre de planification, en effectuant notamment des entretiens de renouvellement de pilule, des entretiens d'information sur les Infections Sexuellement Transmissibles (IST) ainsi qu'un accompagnement sur la question de l'Interruption Volontaire de Grossesse (IVG).

En 2018, les conseillères conjugales et conseillères en formation ont effectué 5215 entretiens dont 2275 avec des mineur-e-s. Sur 5215 consultations, 1514 personnes ont eu un dossier médical ouvert pour la première fois. De plus, 30 consultations ont été assurées pour des adultes assurées sociales.

II. ACTIVITES DE L'ETABLISSEMENT D'INFORMATION, DE CONSULTATION ET DE CONSEIL FAMILIAL DE STRASBOURG ET BISCHEIM

En tant qu'Établissement d'Information, de Consultation et de Conseil Familial (EICCF), les activités et missions du Planning sont d'informer et d'accompagner les personnes sur leurs droits en matière de vie affective, relationnelle et sexuelle, ainsi que de contribuer au renforcement de l'estime de soi et au respect de l'autre.

1. Permanence téléphonique régionale d'information et d'orientation en matière d'accès à la contraception et à l'IVG

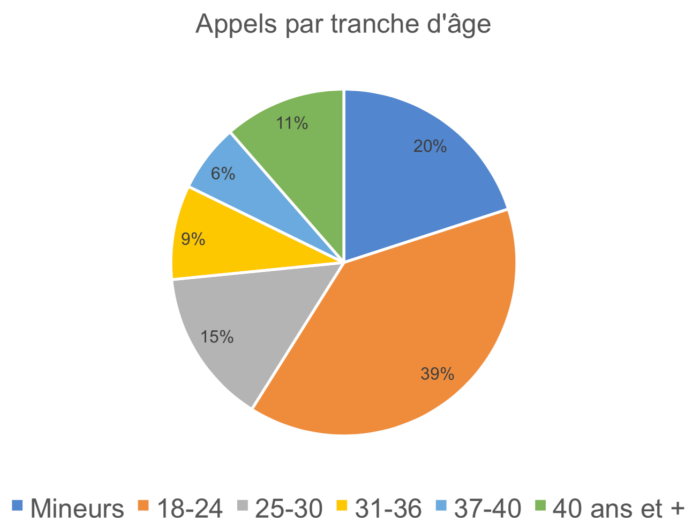
La plateforme téléphonique régionale est soutenue par les numéros de deux Associations Départementales (AD) : Strasbourg dans le Bas-Rhin et Mulhouse dans le Haut-Rhin. Ces numéros sont communiqués par les AD dans leurs réseaux et auprès de leurs partenaires, ainsi que sur les sites et référencement google des deux associations.



Provenance des appels :

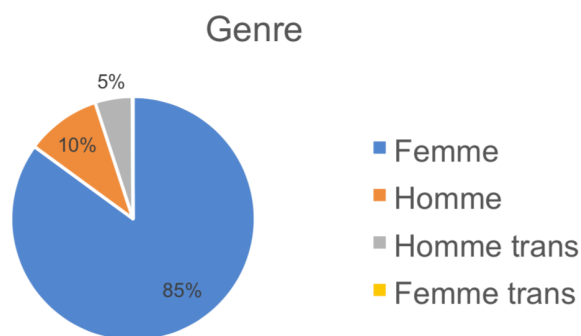
Les appels aux associations départementales (qui correspondent aux appels aux numéros en 03.88 ou 03.89) soulignent la diffusion et l'utilisation locale de ces numéros. Ainsi pour le 67, 98% des appels (soit 1285) proviennent du Grand Est, 28 d'autres régions (dont 6 de l'étranger et 5 d'Ile De France). Plus précisément, 1212 appels proviennent du Bas-Rhin (92%), 61 du Haut-Rhin (3,8%), 6 de la Moselle (0,4%), 4 de la Meurthe et Moselle (0,3%), 2 de la Marne et 1 de la Meuse.

Répartition par tranche d'âge :



La tranche d'âge qui sollicite le plus les numéros locaux du planning (67 & 68) est celle des 18-24 ans, suivi des personnes mineures et des 25 à 30 ans. 59% des appelant-e-s sont des personnes de - de 25 ans. Il est à noter que les + de 31 ans représentent au total 26% des sollicitations téléphoniques, alors même que ce public est peu fréquemment rencontré dans les permanences dans nos locaux. **La permanence téléphonique permet donc d'élargir le public touché par nos actions.**

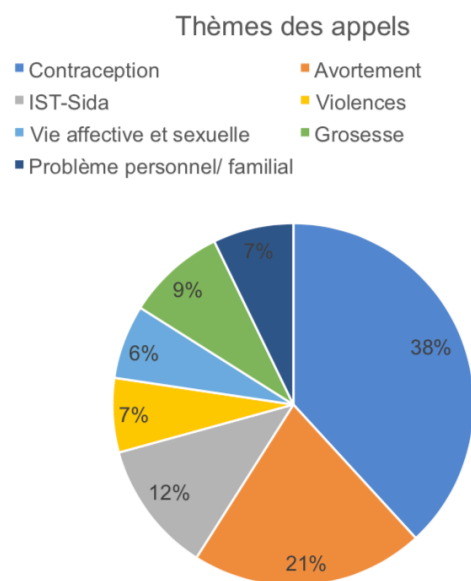
Répartition par genre :



Les femmes sont les principales utilisatrices de la permanence téléphonique du 67 & 68. Il est à noter que les sujets des appels diffèrent également en fonction du genre. Ainsi, les hommes appellent majoritairement pour se renseigner en matière d'IST (environ 70% des appels), de vie affective et sexuelle (environ 15%) et de contraception (7%).

Répartition par thème :

Un même entretien téléphonique peut balayer plusieurs thèmes. Le travail des écoutantes permet de mettre en confiance les appelant-e-s, qui peuvent alors laisser émerger d'autres problématiques à partir d'une demande initiale. **Ainsi, environ 70% des appels comportent plus d'une thématique.**



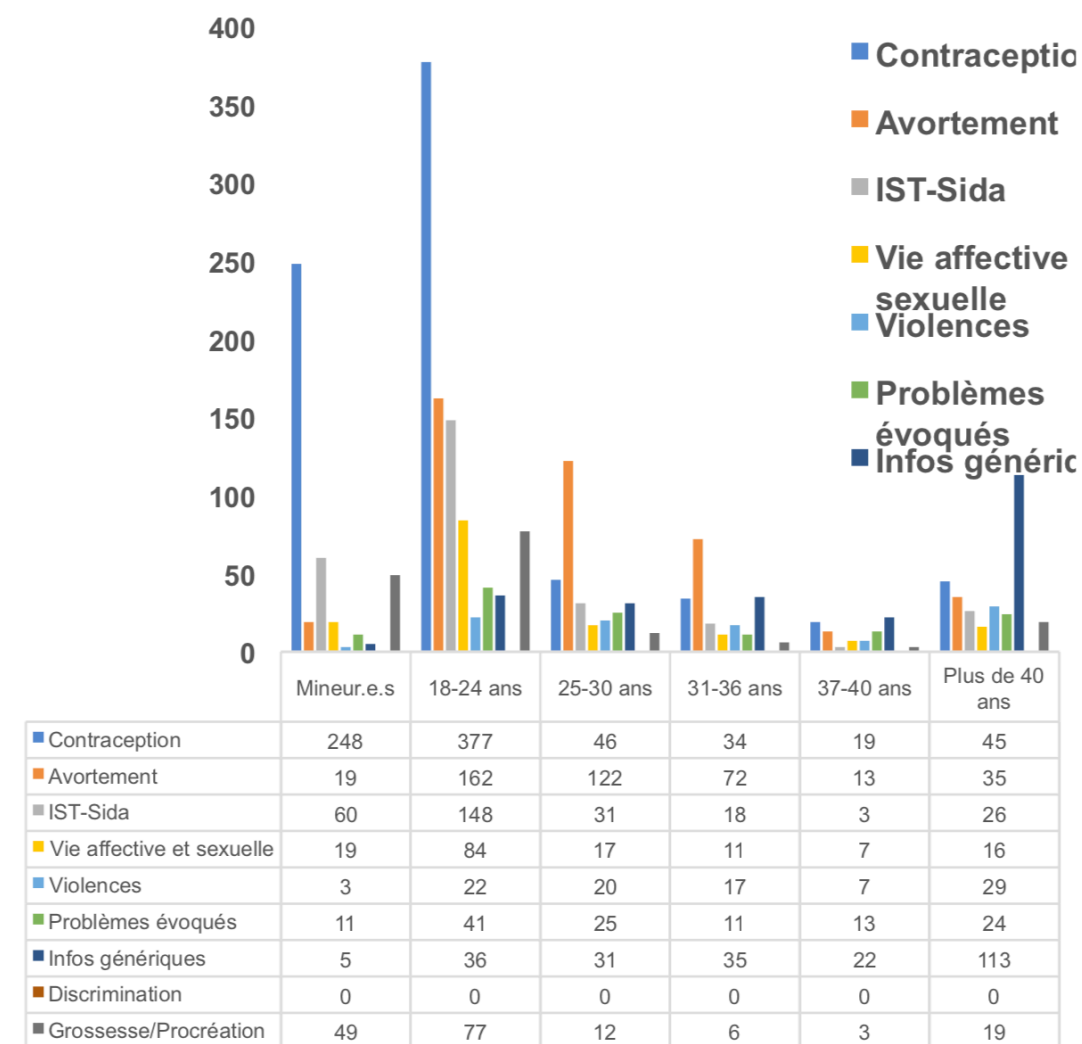
Répartition des thèmes par âge :

On observe de grande variation dans les thèmes prépondérants des appels en fonction des tranches d'âge.

De 25 à 36 ans le thème prépondérant des entretiens est **l'avortement**. Ces chiffres démontrent clairement la demande existante pour un accès à une information et une écoute personnalisée en matière d'IVG. Ces statistiques soulignent également le besoin de professionnel-le-s ayant une approche « généraliste » des sexualités afin de répondre à la diversité des demandes, et à leurs évolutions avec l'âge.

Ainsi, la majorité des appels des personnes mineur-e-s et de 18 à 24 ans concernent la **contraception**. Ce thème reste d'ailleurs prépondérant tout au long de la vie, en lien avec l'identification forte du Planning Familial comme ressource sur cette question.

A l'inverse, les demandes d'informations en matière d'avortement sont rares chez les mineur-e-s, **mais deviennent le sujet d'un nombre prépondérant de demandes à partir de 25 ans et jusqu'au-delà de 40 ans.**



Le dispositif régional « Permanence téléphonique régionale d'information et d'orientation en matière d'accès à la contraception et à l'IVG » est un dispositif stable, qui fonctionne depuis de nombreuses années et qui a été reconnu par l'obtention d'un CPOM 2018-2020.

Les statistiques des appels aux numéros locaux de l'année 2018 **confirment les besoins en matière d'information, de sensibilisation et d'éducation pour la santé,**

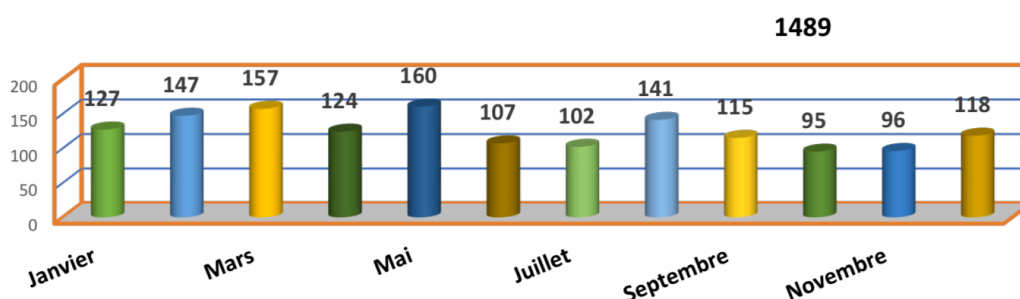
ainsi que de soutien et d'accompagnement auxquels répondent les permanences téléphoniques de la plateforme téléphonique. Elles soulignent également la pertinence de la formation « généraliste » des écoutantes et de leurs expériences, à même de répondre à la diversité des demandes et de soutenir l'émergence, à partir d'une demande initiale, d'autres problématiques. Par ailleurs, elles confirment la complémentarité existante entre la proposition de numéros locaux et national d'écoute et d'information sur ces thématiques.

2. Le numéro vert du Grand Est : « Sexualités, Contraception, IVG »

Lancé nationalement en septembre 2015, et localement (Alsace) en 2017, le Numéro vert « Sexualité, Contraception, IVG » est un numéro unique, anonyme et gratuit porté par le Planning Familial national. Il s'agit d'un outil indispensable pour réduire les inégalités et les difficultés d'accès à l'information, et permettre ainsi le plein exercice de ses droits.

0 800 08 11 11 

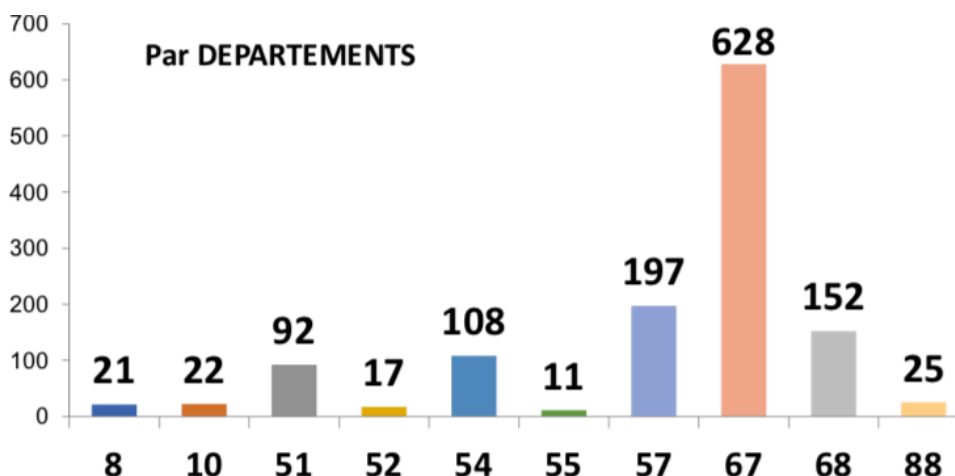
La plateforme téléphonique régionale réceptionne les appels passés au **numéro vert national 0800 08 11 11**. Ce numéro est identifié sur les sites gouvernementaux comme ressource sur les questions de sexualité, de contraception et d'ivg. Ce sont ainsi **1489 appels au numéro vert national qui ont été traités par la plateforme régionale en 2018**. Soit une moyenne de 124 appels par mois, répartis sur l'année comme suit :



La répartition des appels par jour souligne l'importance de notre ouverture hors horaires scolaires. Les mercredi après-midi et samedi matin regroupent en effet le plus grand nombre d'appels. La recrudescence d'appels sur ces horaires nous a amenées à renforcer le nombre de répondantes.

Nationalement, **1273 appels issus du Grand-Est ont été réceptionnés sur le numéro vert, dont 834, soit 65%, traités par la plateforme régionale Grand Est.**

Répartition par département :

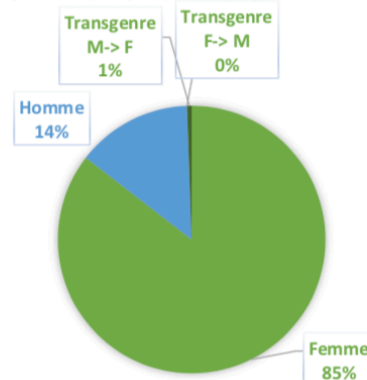


Près de la moitié de ces appels au numéro vert du Grand Est sont issus du département du Bas-Rhin (**49.33%**). Le deuxième département d'origine des appels au numéro vert est la Moselle (15.48%) puis le Haut-Rhin (11.94%). **Ces chiffres soulignent la complémentarité du numéro vert avec des dispositifs déjà existants**, ainsi que potentiellement les effets des communications locales et nationales sur son emploi par le public.

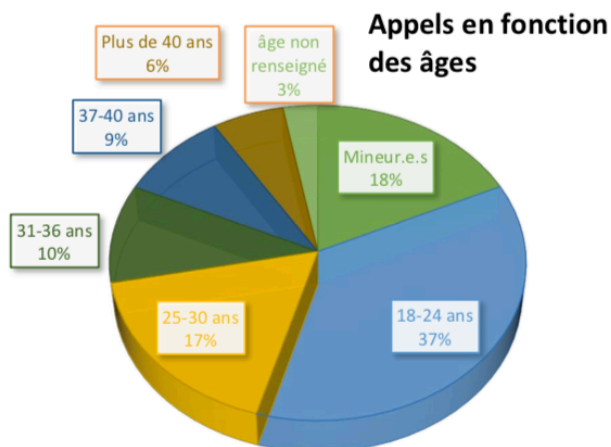
Répartition par genre :

Les femmes restent les principales sollicitatrices du numéro vert, bien que des variations liées à l'âge soient constatées. Ainsi, la part des appels d'hommes est de 12,2% des appels chez les mineurs, puis augmente à près de 16% de 18 à 36 ans. Ces chiffres prennent sens au vu de la responsabilisation majoritaire des femmes en matière de contraception et d'IVG, deux des thèmes centraux du numéro vert.

APPELS EN FONCTION DU GENRE :

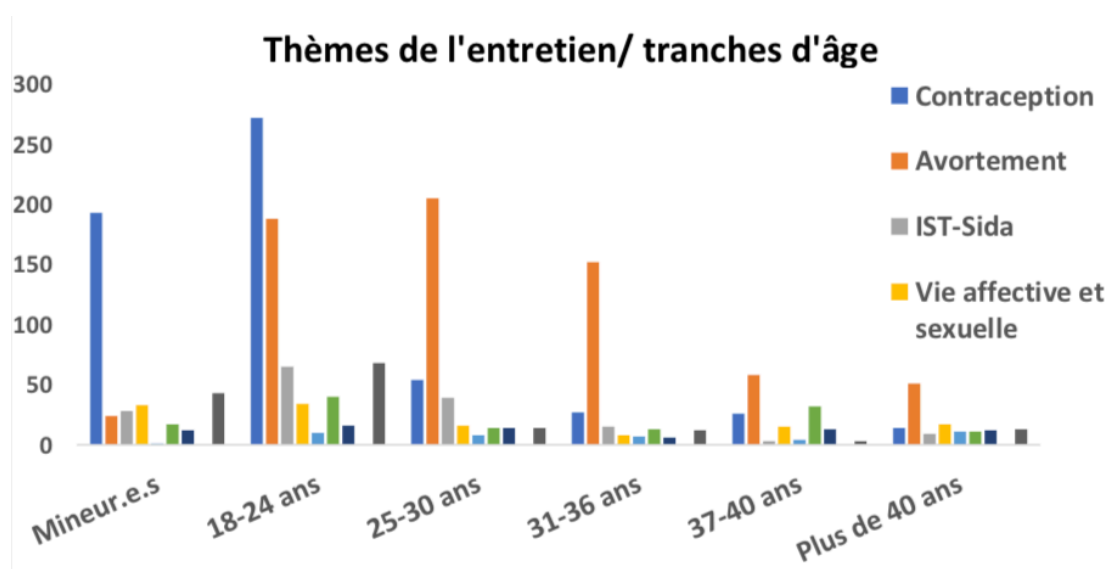


Répartition par âge :



La tranche d'âge qui sollicite le plus le numéro vert est celle des 18-24 ans, suivie à égale part des mineures et des 25-30 ans. On observe néanmoins une grande variation dans les thèmes prépondérants des appels en fonction des tranches d'âge. On peut à nouveau souligner la qualité de la collecte de données des écoutantes, seules 3% des fiches ne comprenant pas de mention de l'âge.

Répartition par thèmes :



Mineur-e-s :

- 55% contraception
- 12% Ist - Sida
- 9% Vie affective et sexuelle
- 8% Grossesse/procréation
- 7% Avortement

18-24 ans :

- 39% Contraception
- 27% Avortement
- 10% IST - Sida
- 9% Grossesse/procréation
- 5% Vie affective et Sexuelle
- 2% Violences

Chez les mineur-e-s et les 18-24 ans, le thème principal des entretiens est la contraception (information, méthodes, problème dans l'utilisation ...).

25-30 ans :

- 56% Avortement
- 15% Contraception
- 11% IST - Sida
- 4% Vie affective et sexuelle

31-36 ans:

- 63% Avortement
- 11% Contraception
- 6% IST - Sida
- 6% Problèmes médicaux, juridiques, psychologiques
- 3% Vie affective et sexuelle

37-40 ans :

- 38% Avortement
- 21% Problèmes médicaux, juridiques, psychologiques
- 17% Contraception
- 10% Vie affective et sexuelle
- 2% IST- Sida

+ de 40 ans :

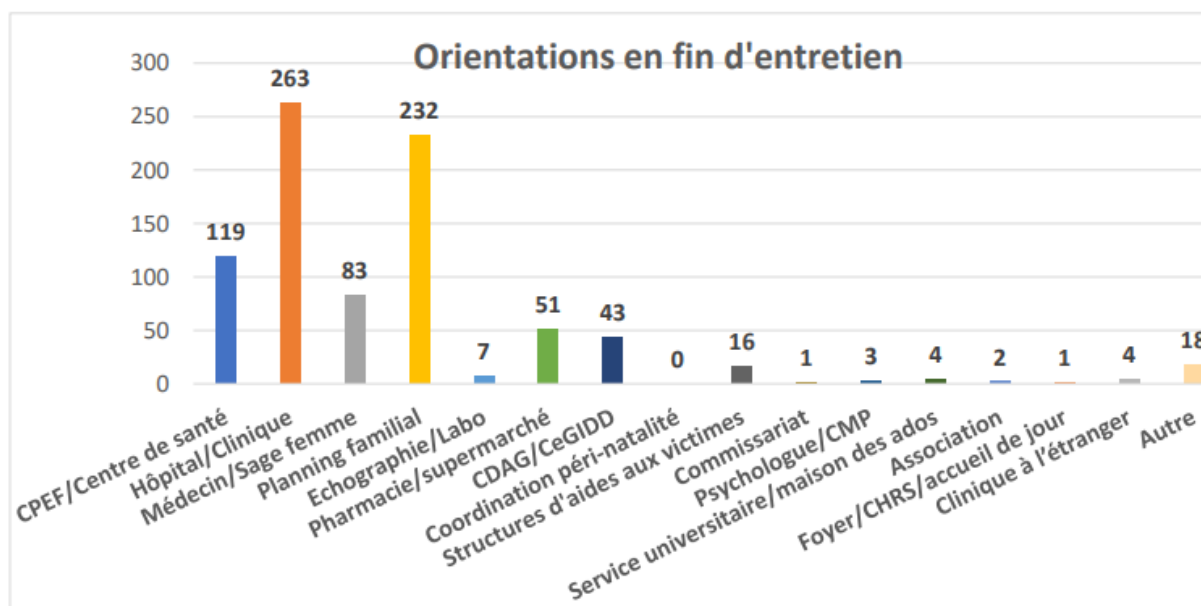
- 37% Avortement
- 12% Vie affective et sexuelle
- 10% Contraception
- 9% Grossesse/Procréation
- 8% Problèmes médicaux, juridiques, psychologiques
- 7% IST - Sida

De 25 à plus de 40 ans le thème prépondérant des entretiens est **l'avortement**. Ces chiffres démontrent clairement la demande existante pour un accès à une information et une écoute personnalisée en matière d'IVG.

Ces statistiques soulignent le besoin de professionnel-le-s ayant une approche « généraliste » des sexualités afin de répondre à la diversité des demandes, et à leurs évolutions avec l'âge.

Ainsi, si plus de la moitié des appels de personnes mineur-e-s concernent la contraception, ces demandes vont progressivement diminuer jusqu'à ne plus représenter que 10% des demandes chez les plus de 40 ans. A l'inverse, les demandes d'informations en matière d'avortement sont rares au numéro vert chez les mineur-e-s, mais deviennent le sujet de la majorité des demandes à partir de 25 ans et jusqu'au-delà de 40 ans. Le thème des IST représente 12% des demandes de mineur-e-s, en faisant leur deuxième sujet de préoccupation. Ce chiffre reste relativement stable jusque chez les personnes de + de 36 ans.

Répartition par orientation :



Le graphique des orientations de fin d'entretien, souligne la réussite de l'un de nos objectifs « permettre une orientation pertinente vers [...] le Planning Familial et ses différents partenaires ».

Ainsi, 47 % des appels se terminent sans orientation ultérieure, suite à une réponse directe à un besoin d'information. Pour les 53% restants, les orientations se diversifient entre Hôpital/clinique (31 %), Planning Familial (27%), CPEF/centre de santé (14%), Médecin/Sage-femme (10%), Pharmacie/Supermarché (6%), CDAG/CEGIDD (5%), Structures d'aides aux victimes (2%), Echographie-Laboratoire (>1%), et d'autres structures pour moins de 2% des appels.

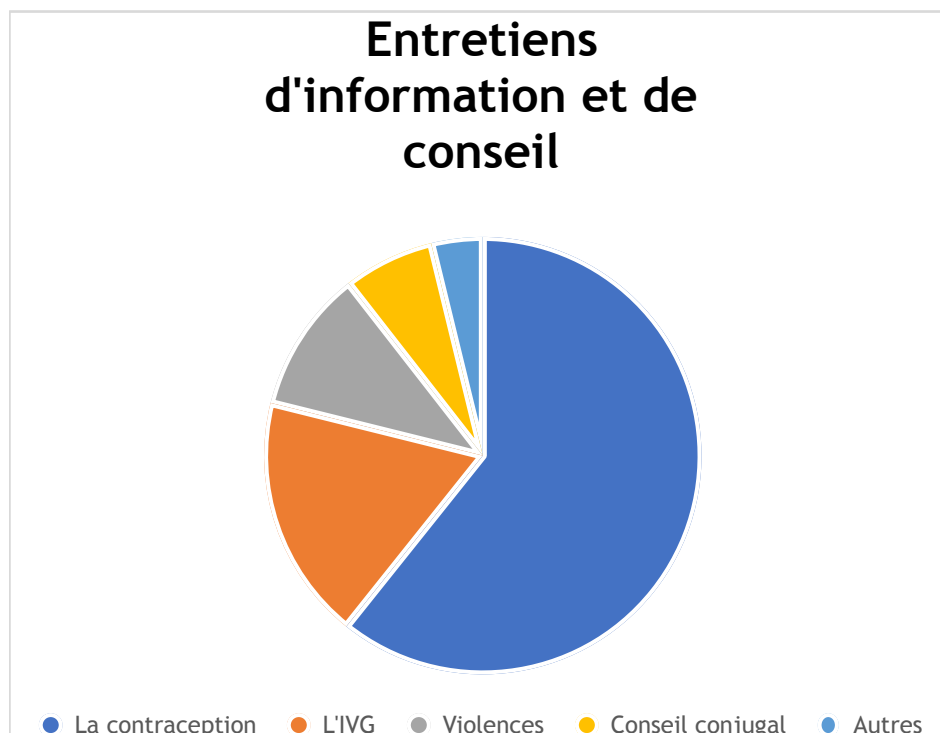
Ces orientations soulignent la capacité du numéro vert d'agir comme facilitateur d'accès aux structures et professionnel-le-s de soins existants, en soutien de l'offre de soins de chaque territoire.

3. Les permanences d'information et de conseil

Les permanences d'information et de conseil continuent à être au cœur du travail du Planning Familial 67. Menés par les conseillères conjugales et conseillères conjugales en formation, ces entretiens s'articulent autour d'un **accompagnement des personnes dans leur vie affective, relationnelle et sexuelle**. Cette activité comprend

notamment le **partage d'information tout en favorisant la parole des personnes accueillies dans la construction de leur propre choix**, en matière de contraception, d'interruption volontaire de grossesse, ainsi qu'un accompagnement des situations de crise conjugale et familiale.

Les permanences sont également un espace d'**écoute et de soutien** face à des situations de violence et proposent un accompagnement et une orientation vers les groupes de paroles du Planning familial 67 et/ou autre structure.



En 2018, les permanences d'information et de conseil ont accumulé :

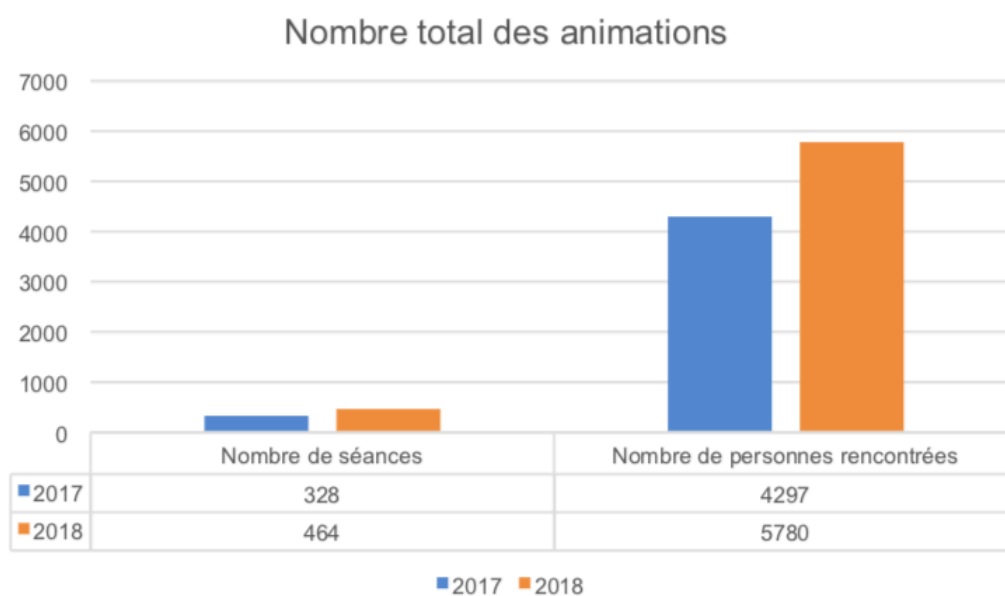
- **2409** entretiens d'information et de conseil sur la contraception
- **720** entretiens d'IVG
- **267** entretiens de conseil conjugal
- **420** entretiens violences
- **151** entretiens autres demandes (dont une orientation vers d'autres structures)

Soit un total de 3667 entretiens.

4. Les animations

Les animations à la vie affective et sexuelle du Planning Familial de Strasbourg sont au cœur des objectifs de l'association. La majorité des jeunes fréquentant les centres de planification disent avoir été informés de l'existence du Planning 67 par une animation ou par un-e jeune en ayant déjà bénéficié. Ces animations visent à une promotion de la santé, une prévention et une réduction des risques liés à la sexualité et une appropriation des connaissances sur cette thématique par les jeunes.

Elles visent également à **promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, et à réduire les discriminations liées à l'identité de genre ou l'orientation sexuelle. Ce sont également des outils essentiels de sensibilisation et de prévention des violences sexistes et sexuelles.**



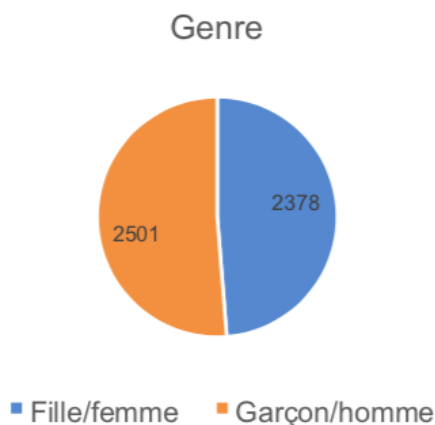
Ce graphique illustre l'augmentation substantielle d'activité qu'a connu le Planning 67 en 2018. **Le nombre de séances réalisées a augmenté de 29%, celui des personnes rencontrées de 25%. Ce sont ainsi près de 700 heures d'animations qui ont été effectuées en 2018 et 5780 personnes rencontrées.**

Ces augmentations sont le résultat d'un changement d'organisation interne, via la mise en place d'un temps de travail pour la coordination de ces actions. Le travail de la coordinatrice a permis d'améliorer la planification des animations et donc leur nombre.

Publics touchés par les animations :

Enfants de 6 à 12 ans :

Convaincu de l'importance d'intervenir dès le plus jeune âge, notamment en matière d'égalité et de prévention primaire des violences sexistes et sexuelles et suivant les recommandations du Haut Conseil à l'Égalité en la matière, **le Planning Familial a renforcé en 2018 ses actions en direction des enfants.**



Ces animations visent à apporter une information adaptée à l'âge, sur le corps (promotion de la santé), les émotions, le rapport à l'autre, l'égalité fille-garçon et les violences (prévention des maltraitances sexuelles). La priorité donnée à ces actions en 2018, a permis la construction de nouveaux partenariats avec des écoles primaires, structures accueillant des enfants, et les professionnel-le-s qui les entourent.

Ainsi, ce sont **488 filles et 385 garçons, dont 46 en situation de handicap, qui ont pu bénéficier de 66 séances d'animation en 2018.** Ces chiffres représentent une **augmentation de 385% des enfants rencontrés, et de 1220% des séances réalisées.**

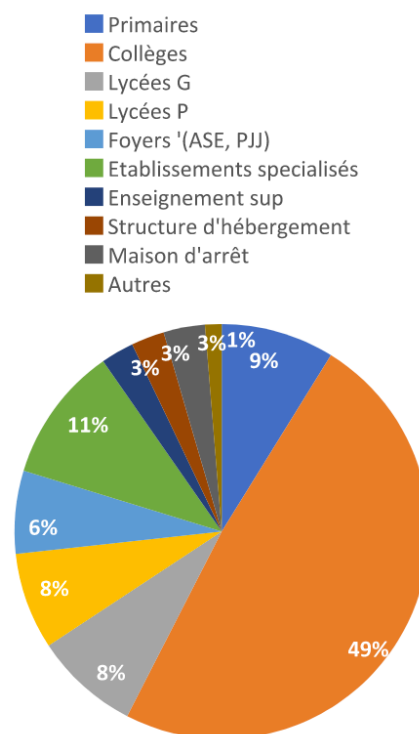
Pour l'année 2019, certaines salariées du Planning se sont engagées à participer au « Programme de développement affectif et social » (PRODAS). Ce programme se fonde sur un travail auprès des enfants et des adolescent-e-s, dès l'âge de 4 ans et tout au long de leur scolarité. Cette formation permettra au Planning 67 de poursuivre de manière plus ambitieuse ses animations auprès des jeunes enfants et des professionnel-le-s qui les accompagnent.

Etablissements touchés par les animations :

En 2018, le Planning Familial a organisé :

- 41 interventions au primaire
- 226 interventions au collège
- 38 interventions en lycée général
- 35 interventions en lycée professionnel
- 30 interventions en foyers (ASE, PJJ et de jeunes en situation de précarité)
- 49 interventions en établissements spécialisés/adaptés pour jeunes et adultes en situation de handicap
- 12 interventions dans l'enseignement supérieur et professionnel-le-s de santé et du social
- 12 interventions auprès des structures recevant des femmes en hébergement d'urgence et/ou en situation de précarité
- 15 interventions à la Maison d'Arrêt de Strasbourg
- 6 autres interventions : Centre Socio-Culturel, Café Parents, Rentrée des associations etc...

Etablissements



4.1 Animations hors Communauté Urbaine de Strasbourg

Consciente des disparités existantes entre les publics citadins et ruraux, l'équipe du Planning Familial s'est également attachée à se rendre disponible pour des structures en dehors de la CUS. Ainsi, ce sont dans 6 structures hors CUS (dont 3 collèges) que les animatrices se sont rendues en 2018. **Elles y ont réalisé 38 séances, et rencontré 513 personnes (266 filles et femmes, 265 garçons et hommes).**



En 2018, 10 nouveaux établissements ont pu bénéficier des actions d'animation du Planning Familial. Parmi elles, 4 nouveaux collèges, 2 établissements accueillant des enfants de 6 à 12 ans et 1 nouveau lycée.

4.2 Evaluation des animations scolaires

Comme tous les ans, les résultats du questionnaire d'évaluation de l'animation donné aux jeunes, sont les mêmes : **plus de 95% sont satisfaits de l'animation** et ils ont retenu des nombreuses informations. Ils ont apprécié l'ambiance, les « sujets intéressants » que nous prenons le temps de leur expliquer avec des « mots clairs », « sans gêne » ; ils ont aussi aimé pouvoir s'exprimer dans un cadre libre et sécurisant. Ce questionnaire, qui prend du temps sur l'animation et qui donne toujours les mêmes résultats, ne nous semblant plus opportun dans sa forme actuelle, nous aimerions le transformer en bilan qualitatif à réaliser lors de réunions de fin d'action avec les différents partenaires, ce qui est déjà en partie fait, mais qui pourrait être développé.

4.3 Animations en milieu festif

○ Festival Pelpass Strasbourg :

Le Planning Familial 67 a construit en 2018 des actions de prévention et de sensibilisation à destination des publics du milieu festif, en partenariat avec l'équipe de réduction des risques de l'association Ithaque et d'organisateur d'événements. Nous proposons une intervention axée autour de l'accueil du public, dans un esprit d'ouverture et de non-jugement, au contact de personnes fréquentant les milieux festifs, sur les thèmes de la vie affective et sexuelle et du consentement.

Une animation à partir d'un « service du thé » sert de support à l'abord des questions de consentement, dans une dynamique ludique. Ces actions permettent de toucher un public

hors âge scolaire et structures, et d'ouvrir des espaces de dialogue sur ces thématiques. Ce sont ainsi 118 personnes qui ont été rencontrées sur 2 soirées du festival Pelpass, par 5 membres de l'équipe (2 salariées et 3 bénévoles). Ces actions, dont la pertinence a été de nombreuses fois saluée par le public rencontré, pourrait s'étoffer considérablement dans les années à venir.



◦ **Marche des visibilitées à Strasbourg :**

Pour la 17^{ème} édition de la Marche des Visibilités, nous avons à nouveau animé un stand au village des associations. Les thématiques du Planning Familial ont été abordées avec les personnes venues à notre rencontre et sur notre stand, un accent a été mis sur le sexe féminin. En effet, pour l'occasion, les militantes ont réalisé des clitoris en pâte Fimo dont les ventes à don libre ont remporté un franc succès.



5. Programme : Handicap et Alors ?

Le programme :

Depuis 2011, le programme national « Handicap et Alors ? » promeut une approche positive de la sexualité et de la vie affective des personnes en situation de handicap mental et/ou physique, fondée sur la reconnaissance et le respect de leur autonomie sexuelle et affective. La spécificité de ce programme repose sur un travail global qui s'articule autour de 4 axes interdépendants : les personnes en situation de handicap, les familles, les professionnel-le-s et les institutions.

Les objectifs :

- **Libérer la parole** : offrir aux personnes en situation de handicap un espace de parole sur la vie affective, relationnelle et sexuelle, afin qu'elles puissent se positionner librement et de façon autonome dans leur vision de la relation à l'autre, prendre conscience qu'elles disposent de compétences et faire ainsi leurs propres choix.
- **Favoriser l'accès au corps, à la sexualité et la vie affective** : cette acquisition de l'autonomie permettra aux personnes en situation de handicap de mieux appréhender les questions relatives à leur vie affective, relationnelle et sexuelle comme elle favorisera leur choix de relations libres et consenties tout en prévenant les situations de violences.
- **Aider les familles, les professionnel-le-s, les institutions et leur apporter des outils concrets pour agir sur le terrain**
- **Agir en faveur de la santé sexuelle, de la réduction des risques sexuels, de la prévention des violences** : la réduction des risques sexuels aborde les contraceptions masculines et féminines, la contraception d'urgence, les



modes de transmissions du VIH et des autres IST et les différentes expositions aux risques selon les pratiques sexuelles.

- **Proposer relais et personnes ressources pour ne pas se sentir isolé-e sur le terrain** : la mise en place des formations, de groupes de parole et de temps de travail spécifiques, permettant de doter les acteurs de terrain d'outils et de ressources pour répondre concrètement aux attentes et questions sur la vie affective.

« Handicap et alors » et le Planning 67 :

Le Planning Familial 67 accompagne différentes structures et établissements spécialisés autour des thématiques « handicap » et « sexualité » et élabore des actions basées sur une approche globale de la personne, dans le respect de l'expérience et du vécu de chaque individu.

Pour répondre à une demande d'accompagnement toujours plus importante des institutions qui cherchent à se mettre en adéquation aux lois de 2002/2005 (qui promeuvent le respect de la vie privée et de l'intimité des personnes accueillies en institution et encouragent les institutions à œuvrer dans ce sens), les actions du Planning 67 comportent des formations de professionnel-le-s, un accueil et une sensibilisation des parents, des séances d'éducation à la vie affective et sexuelle, groupes de paroles et accueil individuel des personnes en situation de handicap ou de leurs familles. En effet, la mise en application de ces actions émanent des nombreuses questions de la part des professionnel-le-s, notamment dans le domaine de la vie affective et sexuelle : quelles réponses donner, quel cadre, comment faire entre le besoin d'émancipation et celui de protection, et bien d'autres.

C'est dans ce contexte que le Planning Familial 67 intervient à Strasbourg et à Bischheim à partir des lignes directrices du programme « Handicap et Alors ? » et collabore ainsi avec les structures suivantes :

AAPEI (SIFAS) : à la suite d'une première rencontre et d'un travail préparatoire avec la psychologue, la cheffe de service et d'autres membres de l'équipe, le Planning Familial a, en 2018, animé 24 séances (2 groupes de jeunes en situation de non mixité que nous avons rencontrés lors de 6 séances et 4 groupes, encore en non mixité, que nous avons

rencontré 3 fois chacun). Les jeunes trouvent dans cet espace de parole un lieu bienveillant pour pouvoir s'exprimer librement, chacun-e avec ses moyens, pour pouvoir poser des questions sur les relations amoureuses, le corps, les relations sexuelles, les moyens pour se protéger des risques de grossesses non désirées et des maladies, pour parler du désir et du droit à devenir parent (question encore taboue pour les personnes en situation de handicap), pour parler de l'espace privé et de l'espace public, de l'intimité et de la relation à l'autre, des limites entre son corps et le corps de l'autre, du consentement, des moyens pour se protéger des violences sexistes et sexuelles, à savoir que 80% des femmes en situation de handicap sont victimes de violences sexistes et sexuelles.

IME le Roethig : à la suite d'une formation des professionnel-le-s, accomplie à la fin de l'année 2016, le Planning Familial a instauré un véritable partenariat sur la durée avec cette structure qui accueille des enfants âgés de 6 à 14 ans, souffrant d'une déficience mentale moyenne, profonde, ou sévère. Ce projet s'inscrit dans la continuité d'un travail que l'équipe du Roethig porte depuis plusieurs années autour des questions de la vie intime et affective des jeunes accueilli-e-s et qui leur a permis de mobiliser un plus grand nombre de professionnel-le-s autour des questions sur la Vie Affective et Sexuelle (VAS).

En 2018, le Planning Familial a également rencontré 3 groupes d'enfants (âgés de 8 à 15 ans en situation de non-mixité par rapport au sexe) sur 4 séances. Nous avons travaillé les questions liées à la VAS avec des photolangages, des poupons et des poupées, pour faire vivre aux enfants des situations réelles par le biais du jeu et de la mise en scène. Le jeu et la dimension ludique nous ont guidé tout au long des séances. Nous sommes intervenues en binôme et avec la présence de l'Infirmière ou de la psychologue de l'IME. Cette expérience a été pour nous aussi intense que formatrice vu le jeune âge du public, ce qui nous a permis d'explorer d'autres outils et pratiques. Le partenariat se poursuivra en 2019.

Suite à la réussite de ces interventions ainsi que la pérennité de nos actions et partenariats, de nombreux jeunes adultes et adultes en situation de handicap ont été reçu en entretiens individuels par nos conseillères.

En 2018 nos actions dans le cadre du programme « Handicap et Alors ? » ont connu une augmentation de 18,5% des personnes rencontrées et de 15% du nombre de séances. Ce sont ainsi 132 filles/femmes et 182 garçons/

hommes qui ont pu bénéficier d'un temps d'échange, de partage et de transmission sur les thématiques déjà citées.

Cependant, le constat au quotidien est clair : nous ne parvenons pas à répondre aux demandes des nombreuses structures qui nous sollicitent, et devons en refuser régulièrement ; il serait donc nécessaire de renforcer l'équipe sur ces thématiques pour pouvoir répondre de façon adéquate à la demande.

6. Programme : Genre et Santé Sexuelle

Le programme :

Genre et Santé Sexuelle (GSS) est un programme national issu de la fusion, réalisée en 2014, des programmes « Réductions des Risques Sexuels » et « Contraception, Sexualités et Vulnérabilités », développés respectivement depuis 1998 et 2004.

A purple rectangular banner with white text that reads "GENRE & SANTÉ SEXUELLE". The banner is tilted slightly upwards to the right.

Le programme Genre et Santé Sexuelle (GSS) est l'essence même du Planning Familial. Fondé sur l'éducation populaire, il permet d'offrir à tou-te-s (femmes, hommes, jeunes, adultes) des espaces collectifs pour échanger sur la sexualité au sens large : contraception, grossesses (désirées ou non désirées), IST-VIH, violences sexuelles, orientation sexuelle mais aussi attentes, envies et désirs. Car encore aujourd'hui, il existe un manque d'information sur les questions que nous abordons, d'accès aux structures adaptées et un manque de préoccupation sur la santé sexuelle, notamment celle des femmes et d'accès à des espaces de parole.

Le programme vise à donner aux femmes la connaissance et la reconnaissance d'elles mêmes et légitime une sexualité féminine en dehors de la procréation. Il questionne les conditions nécessaires pour vivre une sexualité libre de toute coercition et discrimination et fournit les outils pour gérer les risques liés à la sexualité. Il est basé sur la pratique collective des groupes de paroles et le partage d'expériences pour renforcer le lien social et l'empowerment.

Les objectifs :

- Faciliter l'accès aux droits, aux services et à l'information sur la santé sexuelle ;
- Renforcer les compétences des personnes à faire des choix et à construire leur propre projet de vie ;
- Offrir des espaces d'échanges aux personnes et permettre de libérer la parole ;
- Proposer des temps de formations

Pour ce faire, le programme Genre et Santé Sexuelle développe trois types d'actions :

- Groupes de parole : ouverts à tou-te-s, ils favorisent les échanges, l'appropriation de connaissances et d'informations ainsi que l'autonomie des participant-e-s ;
- Formations de personnes ressources : s'adressent à ceux et celles qui souhaitent agir en tant que citoyen-ne-s, relais de prévention dans leur quartier, leur famille, leur communauté ;
- Formations de professionnel-le-s relais : forment les travailleur-se-s (de la santé, du social, de l'éducation...) à la promotion d'une approche globale de la santé sexuelle et de genre

« Genre et Santé Sexuelle » et le Planning 67 :

C'est ainsi que nous organisons des groupes de paroles composés de 7 à 10 femmes à peu près, qui se réunissent au minimum 3 fois. Les séances peuvent avoir lieu au sein du Planning Familial où alors dans les établissements qui accueillent le public concerné.

A Strasbourg par exemple, nous intervenons dans diverses associations : Femmes de Paroles, le Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS) du Home Protestant, Femmes d'ici et d'ailleurs, les Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA), Plurielles et plus ponctuellement des Centres Socio Culturels où des femmes se réunissent. Ces rencontres sont généralement organisées avec les travailleur-se-s sociaux des

établissements en question qui peuvent participer aux groupes s'ils le souhaitent. Ils sont précieux car ils pourront ensuite assurer le lien, répondre aux questions après les interventions et guider les femmes vers des personnes ressources.

La première séance est souvent une prise de contact. L'animatrice définit la santé sexuelle, décrit le projet et centralise les attentes. Le groupe crée un lien d'appartenance. C'est un lieu où l'on prend du temps pour soi mais aussi pour les autres. C'est une ouverture, un lieu de respect. Les femmes parlent de leurs souffrances, de leurs joies et de leur intimité. C'est aussi donner aux femmes les moyens de se reconnaître compétentes, d'acquérir de nouvelles capacités de partager et de mieux vivre avec les autres. Connaître son corps, parler de plaisir, de sexualité, discuter des risques sexuels, des moyens de prévention, du consentement, des discriminations, des violences au sein du couple, lutter contre l'oppression, autant de sujets abordés durant ces groupes.

Groupe de parole au quartier des mineurs de la Maison d'Arrêt de Strasbourg

Nous organisons également des groupes de paroles à la Maison d'Arrêt de Strasbourg au quartier des mineurs où nous voyons uniquement des jeunes hommes. C'est une collaboration qui a débuté en 2016 et qui perdure depuis.

Les séances durent 45 minutes et les groupes sont composés de 3 ou 4 mineurs. Les discussions abordent les mêmes thématiques traitées en animation scolaire, à savoir l'éducation à la vie affective et sexuelle. L'enseignant de la maison d'arrêt est présent dans la salle, c'est obligatoire, mais n'intervient pratiquement pas.

Groupe de parole pour femmes victimes de viols ou viols par inceste

Troisième proposition de groupe de parole : pour les femmes victimes de viols ou viols par inceste. Les séances sont animées par 2 animatrices du Planning Familial, ont lieu tous les 15 jours dans nos locaux à Strasbourg et concernent un groupe de 8 à 10 personnes. Se rajoute un atelier d'écriture une fois par mois avec une intervenante extérieure. Les thèmes d'écriture sont choisis par les trois animatrices. Le fait de créer, de produire ensemble participe aussi à la reconstruction de la personne.

Un des objectifs de ce groupe est de réduire l'isolement des femmes agressées sexuellement en rencontrant d'autres femmes qui ont vécu les mêmes violences et ainsi de libérer leur parole. De plus, il doit permettre de retrouver l'estime de soi, de se repositionner par rapport aux violences vécues et d'avoir de nouvelles pistes et projets d'avenir.

Nos interventions ont aussi pour objectif d'amener les responsables politiques et gouvernementaux concernés à prendre des mesures pour prévenir et réprimer les délits et crimes sexuels dont ces femmes sont victimes et ainsi de réfléchir pour mettre un terme à la domination d'un sexe sur l'autre et de faire évoluer les rapports entre femmes et hommes vers plus d'égalité et de respect.

Garder des contacts parfois, les soutenir, lors de procès aux assises...tout cela montre que nous sommes dans une démarche dynamique et non pas de victimisation des femmes. Toutes ces femmes combattent pour leur vie future.

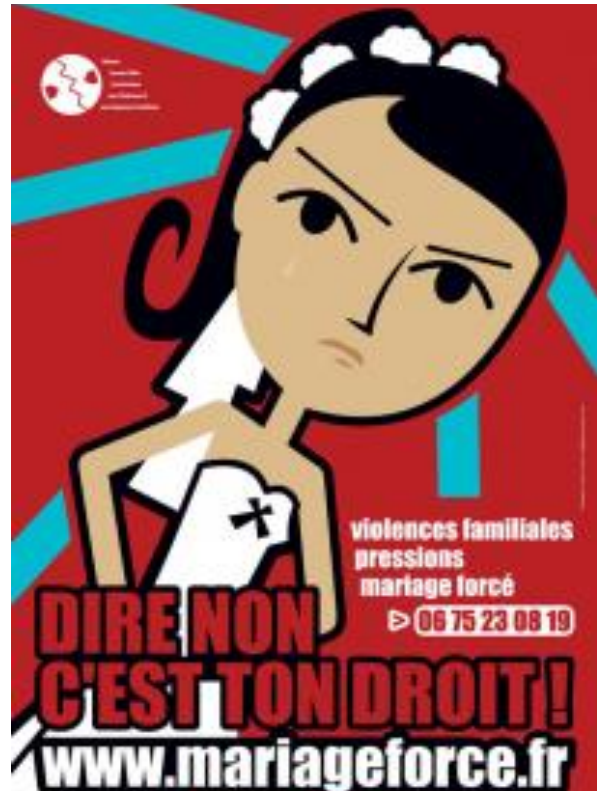
Foyer de jeunes enfants

Enfin, depuis plus d'une année nous intervenons aussi dans des Maisons d'Enfants à Caractère Social (MECS) et dans des foyers de jeunes enfants ainsi qu'au Village d'enfants SOS de Obernai. Les supports et les outils utilisés lors des séances sont différents car ils sont adaptés aux enfants et jeunes adolescents. Comme dans les autres groupes, le travail en amont avec l'éducateur-riche ou le ou la psychologue de l'établissement est indispensable.

Pour tous les groupes, un bilan est établi à la dernière séance avec tous les participant-e-s. Ce bilan permet à chacun-e de rebondir, de continuer et de revenir l'année suivante. Les participant-e-s peuvent changer d'une année à l'autre, mais de nouveaux groupes voient le jour.

7. Réseau mariages forcés

Le Planning Familial a été alerté il y a une dizaine d'années et a créé à Montpellier avec d'autres associations et institutions un réseau intitulé « jeunes filles confrontées aux violences et ruptures familiales » afin de construire des réponses adaptées en terme d'accueil, d'accompagnement et d'hébergement. Il est apparu très rapidement que ce réseau devait être national : d'abord parce que d'autres Planning étaient également concernés par ces situations, ensuite pour permettre à certaines jeunes femmes de quitter leur région d'origine, par peur d'être retrouvées par leur famille qui les menace. Notre Confédération Nationale a obtenu en 2009 un financement du Fonds européen de l'intégration et du service des Droits des Femmes (qui dépend de la Cohésion Sociale) pour créer des réseaux régionaux de prévention des mariages forcés.



A Strasbourg, un réseau d'associations et d'institutions qui luttent contre les violences faites aux femmes existait déjà ; il se retrouve aussi dans la commission pour l'Égalité des Genres de la ville de Strasbourg et autour d'actions ponctuelles.

Nous continuons toujours à sensibiliser sur cette problématique dans les groupes de femmes, dans les groupes de jeunes et dans nos animations scolaires. Nous recevons toujours des personnes menacées de mariages forcés parce que nous restons toujours un des espaces privilégiés et reconnus par les personnes elles-mêmes et par les associations. Au niveau régional, l'AD 67 et l'AD 68 continuent toujours à travailler en réseau régional et national.

III. AUTRES ACTIONS DE NOTRE ASSOCIATION DEPARTEMENTALE

1. Vidéos les beaux jours (VLBJ)

Notre collaboration avec VLBJ continue depuis 2017.

C'est ainsi que Coline GRANDO jeune réalisatrice Belge est venue nous présenter « *La Place de l'Homme* », documentaire où des hommes entre 20 et 40 ans confrontés à une grossesse "non prévue" dévoilent leur ressenti et leur réflexion.

Pour le 8 Mars, le film « *Sois belle et tais toi* ». Delphine SEYRIG, Jane FONDA, Shirley MACLAINE et d'autres racontent leur expérience professionnelle en tant que femmes dans le cinéma des années 70. Puis, nous voyageons au Kirghistan avec « *Djamilia* », jeune fille en rupture avec les règles de la société Kirghise. Pause estivale et nous voilà à la rentrée, avec Tatjana qui, caméra au poing, visite "ses ex" et se demande « Pourquoi cela n'a pas fonctionné ? ».

Nous terminons l'année avec un magnifique portrait de trois femmes en milieu carcéral qui se livrent à l'exercice de l'auto portrait. Chriss PELLRIN, la réalisatrice, était avec nous pour nous raconter « ces prisons intérieures ». De belles images d'autres histoires pour les temps à venir. Les désirs hors pistes sont nombreux et ne demandent qu'à être partagés. Devant le succès grandissant de ces projections, l'aventure va continuer.

Films 2018 :

- La place de l'homme, Coline GRANDO, 2017, Belgique en présence de la réalisatrice ;
- Sois belle et tais-toi, Delphine SEYRIG, 1976, Studio 43, France en présence des comédiennes Hélène SCHWALLER, Muriel Inès AMAT et Juliette WELLER ;
- Djamilia, Aminatou ECHARD, 2018, 529 Dragons Production, ARTE France ;
- Happily Ever After, Tatjana BOZIC, 2016, Pays-Bas / Croatie, JVDV FILM ;
- Fort intérieur, Chris PELLERIN, 2012, Candela Production, TV Rennes en présence de la réalisatrice.

V I D É O
/ / L E S
B E A U X
J O U R S

2. Atelier auto-gynéco

Depuis décembre 2018, des ateliers d'auto-gynécologie féministes sont proposés au sein du Planning Familial de Strasbourg. Ils sont animés par des intervenantes extérieures et proposent de développer ensemble des connaissances, des outils et des pratiques autour de la santé gynécologique et sexuelle, des corps et des sexualités. Dans le respect des besoins, des vécus et de l'intimité de chacun-e, chaque atelier se déroule en mixité choisie sans hommes cisgenres. Pour tous les corps, les identités de genre, de sexualités (ou d'asexualités), les âges et les handicaps, cet espace de rencontre et d'échange, propose de co-construire une gynécologie féministe intersectionnelle et de s'autonomiser dans la santé. Alternant entre des séances pratiques, de l'auto-observation, des discussions, des arpentages et des projections, les ateliers sont organisés de manière horizontale et autogérée et ont lieu une fois par trimestre, les samedis après midi en général, de 14h à 18h.

3. Accueil et formations des bénévoles

En 2018, plusieurs personnes ont contacté le Planning Familial 67 afin de s'investir en tant que bénévoles. Les personnes intéressées ont donc été accueillies par d'autres bénévoles pour un temps d'accueil lors duquel l'histoire, l'organisation et le fonctionnement du Planning sont présentés. C'est également l'occasion de préciser les différentes formes d'implication possibles dans l'association. Les nouveaux-elles bénévoles sont invité-e-s à rejoindre le groupe Com'Action si elles-ils le souhaitent.

Des temps de co-formation ont également été proposés aux nouvelles personnes souhaitant s'investir bénévolement au sein du Planning de Strasbourg. Ces temps de co-formation ont été construits et animés par les conseillères et conseillères en formation en collaboration avec les bénévoles plus expérimentées et ont permis d'aborder certaines thématiques du Planning : la contraception, l'avortement et les violences.



4. Le groupe Com'Action

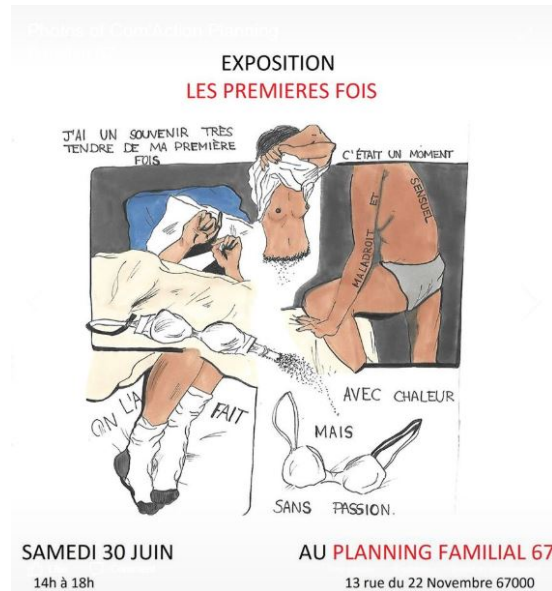


Le groupe Com'Action se réunit tous les premiers lundis du mois au Planning de Strasbourg et rassemble depuis sa création, en septembre 2015, une dizaine de militantes bénévoles. Menées en concertation et en collaboration avec l'équipe de l'AD, ses principales missions consistent à organiser des événements, concevoir des supports de communication en lien avec les thèmes de l'association et les initiatives féministes locales ou nationales auxquelles celle-ci participe.

En 2018, Com'Action a permis l'impression 3D et la conception en pâte fimo de clitoris. Ceux-ci ont été utilisés en séances d'éducation à la vie sexuelle et affective ainsi qu'en festivals. La confédération à Paris a utilisé le visuel créé par plusieurs membres de notre AD pour leur carte de vœux 2019.



Une exposition a été organisée au sein des locaux du Planning Familial de Strasbourg autour du thème des « premières fois ». Cette exposition était composée de témoignages écrits et d'illustrations réalisés par des sympathisant-e-s du Planning Familial 67. L'objectif de cette action était d'entamer une réflexion sur le concept de virginité en mettant en exergue le nombre de premières fois que nous vivons dans notre vie sexuelle.



5. Le Planning Familial 67, lieu d'accueil pour les stagiaires

En 2018, nous avons accueilli au sein de nos locaux 20 stagiaires venu-e-s de différents établissements :

- 7 infirmières de l'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) ;
- 7 sages femmes ;
- 1 étudiant de l'École Nationale d'Administration (ENA) ;
- 2 internes en médecine générale ;
- 1 étudiante en prépa pour passer le concours d'infirmière ;
- 1 étudiante en Master 2 de Genre à Lyon ;
- 1 étudiant en Master 1 Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation (MEEF) à l'ESPE de Strasbourg

6. Le Planning Familial à l'International

• La représentation du Planning Familial :

En 2018, Alice ACKERMANN, bénévole au Planning Familial 67 et conseillère en formation a participé à trois réunions du comité exécutif régional à Bruxelles et deux conseils de gouvernance à Londres en tant que représentante de la jeunesse à *International Planned Parenthood Federation European Network & Global (IPPF)*. Alice y a construit un groupe de représentant-e-s de la jeunesse au niveau international pour permettre une meilleure communication et une possible coordination entre les réseaux de jeunesse de l'IPPF.

En mars 2018, Alice a participé à une formation d'une semaine au centre de la jeunesse du Conseil de l'Europe à Strasbourg sur la prévention des violences et des discriminations en ligne. Cela lui a permis d'obtenir une vision plus globale du défi que représentent les cyberviolences et rencontrer des jeunes européens de YSAFE (*Youth Sexual Awareness For Europe*) et IGLYO : une association européenne de jeunes défenseurs-ses des droits LGBTIQ+. En mai 2018, elle a également représenté la France au meeting annuel de YSAFE à Bruxelles ce qui lui a permis d'en apprendre plus sur les groupes jeunes des Plannings Familiaux européens et d'Asie Centrale.

En juillet 2018, elle a été invitée par l'IPPF Afrique à participer au *Youth Forum* du Mouvement d'Action des Jeunes : le réseau de jeunes d'IPPF Afrique à Nairobi, Kenya. Elle a pu découvrir d'autres réalités politiques et de terrain, échanger avec les représentant-e-s des Maisons de la Jeunesse (MAJ) nationaux et participer au renforcement d'une solidarité internationale. Elle y a présenté les méthodes d'éducation à la sexualité du Planning Familial français.



En octobre 2018, Alice a rejoint le Women 7 : la coalition d'ONG féministes et de développement pour faire du G7 un G7 féministe. Dans ce cadre, elle est intervenue à l'Assemblée Nationale pour parler de l'engagement des jeunes dans les organisations féministes, l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et l'importance de l'éducation à la sexualité pour l'émancipation des jeunes.



• **Le Planning Familial 67 s'envole pour le Maroc :**

Les 7 et 8 décembre 2018 le Planning Familial 67 était invité par l'IPDF (Initiative Pour la Protection des Droits des Femmes) à participer au séminaire international « La Régionalisation avancée à l'épreuve de genre » organisé à Meknès au Maroc. A cette occasion nous avons pu présenter nos programmes « Genre et Santé Sexuelle » et « Handicap et Alors ? » ainsi que nos permanences téléphoniques régionale et nationale. Nous avons également pu assister au concours d'éloquence « Plaidoyer contre



les mariages des mineur-e-s » organisé par le groupe jeune de l'IPDF. Les trois lauréates ont d'ailleurs remporté un voyage à Strasbourg, où nous les accueillerons fin mai 2019 pour une semaine de rencontre, d'échanges et de partage. Cette expérience était aussi l'occasion pour le Planning 67 de reprendre contact avec l'IPDF (association féministe et d'éducation populaire, avec laquelle nous avons organisé des temps de co-formation entre 1999 et 2005), visiter leurs nouveaux locaux et leur Centre d'Accueil et d'Hébergement pour femmes victimes de violences.

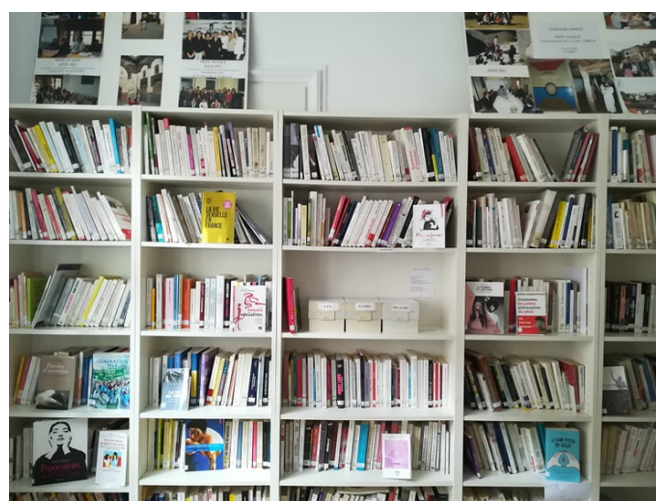


7. Bibliothèque - Centre de documentation

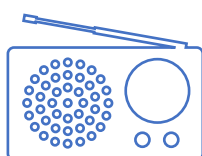
La bibliothèque du Planning Familial de Strasbourg continue à s'étoffer dans tous ses domaines : romans, documentaires sur les thématiques abordées au sein de l'association, BD, livres pour enfants et pour adolescents. Tou-te-s les adhérent-e-s sont les bienvenu-e-s pour emprunter des ouvrages : il vaut mieux passer un coup de fil avant de venir, au cas où il y aurait des animations sur place, qui empêcheraient l'accès aux livres. Et, cerise sur le gâteau, afin de pouvoir continuer à acheter des livres et comme les étagères ne sont pas extensibles, il y a en permanence une table avec des ouvrages à donner, sans problèmes de « retour ».



Pour emprunter des livres, il suffit simplement d'adhérer à l'association !



8. La présence du Planning Familial 67 sur internet



En 2018, le Planning 67 familial est apparu dans les DNA et a été invité par Radio Strasbourg Bienvenue pour parler d'IVG, des violences et des séances EVAS.

Créé en 2013, le site internet local du Planning Familial 67 offre un accès facile à de nombreux renseignements utiles : horaires, adresses des centres de Strasbourg et Bischheim, numéro de téléphone, etc. Il propose également des informations sur les thématiques touchant à l'avortement, la contraception, les sexualités et les violences et permet aux internautes de s'informer

sur le fonctionnement et l'actualité de l'association (actions auxquelles nous participons ou que nous organisons) et aussi de nous soutenir via une adhésion. En 2019 sera lancée une nouvelle version de notre site internet dans le cadre de l'opération de refonte globale du site national du Planning Familial amorcée courant 2018.

-> <http://bas-rhin.planning-familial.org/>

Le Planning Familial est également présent sur Facebook. 1 046 personnes aiment la page Facebook au 31/12/2018, soit une augmentation remarquable de 30% en un an (805 « j'aime » le 31/12/2017). Cette progression se poursuit au début de l'année 2019, avec 1 090 « j'aime » à la fin du premier trimestre (+4% en trois mois).



Le succès de la chaîne YouTube du Planning Familial se poursuit en 2018 : 10 700 abonnés supplémentaires (qui viennent s'ajouter aux 9 700 nouveaux abonnés gagnés en 2017) et 2,6 millions de vues (2,4 en 2017), dont 2,2 millions pour la vidéo « Comment mettre un préservatif » ! À la fin du premier trimestre 2019, la chaîne compte près de 30 000 abonnés et 122 000 vues sur la période.

IV. REUNIONS, FORMATIONS & COLLOQUE

1. Nos réunions d'équipe, en région et à la Confédération Nationale à Paris

- 1 Assemblée Générale départementale ;
- 8 Conseils d'Administration ;
- 2 réunions départementales ;
- 47 réunions d'équipe ;
- 7 réunions d'analyse de la pratique ;
- 2 réunions régionales, 1 AG régionale ;
- 4 réunions du Conseil d'Administration confédéral ;
- 2 regroupements nationaux « Handicap et Alors ? » & plusieurs groupe de travail national « Handicap et sexualités » ;
- 3 regroupements nationaux ou régionaux des référentes « Genre et Santé Sexuelle » ;
- Participation à la vie internationale du Planning ;

2. Notre participation aux formations organisées par la Confédération Nationale

- Mars 2018 : Regroupement « Handicap et Alors ? », Paris ;
- Avril 2018 : Formation « Numéro vert », Paris ;
- Juin 2018 : Université Populaire d'été « Renforcer l'éducation populaire au Planning Familial », Rennes ;
- Octobre 2018 : Formation « Formation des professionnel-le-s », Handicap et Alors ?, Paris ;
- Octobre 2018 : Co-formation RDPF, Paris ;
- Septembre 2018 : Regroupement « Genre et Santé Sexuelle », Sètes ;
- Novembre 2018 : Formation « Groupes de Parole », GSS, Paris ;
- Décembre 2018 : Formation Jeunes Militantes, Paris ;

3. Notre participation à des formations & colloques

- Juin 2018 : Journée de l'Observatoire de l'IVG ;
- Juin et Septembre 2018 : Cycles de formations sur les violences sexistes et sexuelles, en partenariat avec le CIDFF, le Service Droits des Femmes et à l'Égalité et autres associations ;
- Septembre 2018: Formation « Les discriminations au quotidien, quelles postures au quotidien ? » CEMEA, Strasbourg ;
- Septembre - Octobre 2018 : Mois de l'Égalité et de lutte contre les discriminations, Ville de Strasbourg ;
- Novembre 2018 : « Le corps des femmes, de la norme à la résistance », Colloque organisé par la Commission Égalité des Genres de la Ville de Strasbourg ;
- Novembre 2018 : Participation à la marche nocturne en mixité choisie contre les violences faites aux femmes, Strasbourg.
- Novembre et décembre 2018 : « Recueillir la parole des femmes victimes de violences sexuelles », CFCV, Paris ;
- Novembre & décembre 2018 : « Formation TROD », en partenariat avec le COREVIH, Strasbourg ;
- Décembre 2018 : « Auteurs de violences » en partenariat avec le CIDFF, le Service Droits des Femmes et à l'Égalité et autres associations ;

4. Formation organisées par le Planning 67

- Janvier 2018 : Co-formation sur les animation pour les bénévoles du Planning 67 ;
- Mars 2018 : Formation « Handicap et Alors ? », Paris ;
- Avril 2018 : Formation des professionnels du Foyer Charles Frey, « La vie relationnelle, affective et sexuelle des enfants : réfléchir et accompagner », Strasbourg, Paris ;
- Août 2018 : Formation des MJC « La vie relationnelle, affective et sexuelle des enfants », Walbourg ;
- Septembre 2018 : Formation auprès des étudiant-e-s à la Faculté de Pharmacie de Strasbourg ;
- Novembre 2018 : Co-formation sur la contraception pour les bénévoles du Planning 67 ;

En partenariat :

- Mai 2018 : « Prévention en milieu festif » dans le cadre du festival Pelpass ;
- Octobre 2018 : « Violences sexistes et sexuelles » en partenariat avec le CIDFF, le service Droits des Femmes et à l'Égalité et avec d'autres associations ;
- Octobre 2018 : réunion d'information « le parcours médical des personnes transgenre » avec l'Amicale Radicale des Café Trans ;
- Décembre 2018 : Rencontre d'information, de partage de pratique avec la MGEN ;

5. Participation avec d'autres structures à une réflexion suivie ou un travail régulier

- Commission « Égalité des genres » de la ville de Strasbourg ;
- Commission « Lutte contre les discriminations » de la ville de Strasbourg ;
- Observatoire régional de l'IVG ;
- Vidéo les Beaux Jours ;
- CIDFF ;
- Groupe Auto-Gyneco ;
- Participation aux assemblées générales des associations partenaires ;
- Participation à diverses manifestations politiques (manifestations, marches, rassemblements...) ;

V. NOS FINANCEURS, PARTENAIRES ET CONTACTS

1. Nos financeurs

- Le Conseil Départemental (CD) du Bas-Rhin
- Agence Régionale de Santé (ARS) du Grand Est
- Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE)
- Ville de Strasbourg
- Mairies de Bischheim, Hoenheim, Schiltigheim
- Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) du Bas-Rhin
- Conseil Régional du Grand Est

2. Nos partenaires et contacts

- ADAPEI (Association Départementale de parents et amis de personnes handicapées mentales)
- AAPEI (Association de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis)
- Alsace Active & Relayance Mulhouse
- Amnesty International
- ARSEA (Association Régionale Spécialisée d'action sociale d'Education et d'Animation)
- ASTU (Actions citoyennes interculturelles)
- Caffè Italia Off
- CEGIDD
- CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active)
- Centre d'Hébergement Flora Tristan
- Centres d'Hébergement du Home Protestant et de Femmes de Paroles
- Centre Socio-Culturel de Bischwiller
- Château d'Angleterre
- CIDFF (Centre d'Information Droits des Femmes et des Familles)
- CIMADE
- Clair Foyer (Home Protestant)
- CODELICO (Comité Départemental de Liaison et de Coordination)
- Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV)
- Commission Egalité des genres et de lutte contre les discriminations de la Ville de Strasbourg
- COREVIH (Coordination Régionale de lutte contre l'infection due au Virus de l'Immunodéficience Humaine)
- CROUS (Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires)
- ENA (Ecole Nationale d'Administration)
- EREA (Ecole régionale d'enseignement adapté)
- ESAT de Schiltigheim
- ESEIS (Ecole Supérieure Européenne de l'Intervention Sociale)
- ESPE (Ecole supérieure du professorat et de l'éducation)
- ESTES (Ecole Supérieure en Travail Educatif et Social de Strasbourg)

- ERPD (Ecole Régionale du Premier Degré)
- Faculté de pharmacie et de médecine
- Food Not Bombs
- Foyer de l'enfance
- Foyer Charles Frey
- Foyer Marie Madeleine
- Foyer Saint Joseph Adèle de Glaubitz
- Foyer protestant pour enfants du Neuhof
- IMP Le Roethig
- Inspection Académique du Bas-Rhin
- IFSI (Institut de Formation en Soins Infirmiers)
- IREPS (Instance Régionale d'Éducation et de Promotion de la Santé)
- Ithaque (Accueil, prévention, soins en addictologie)
- JEEP (Jeunes équipes d'éducation populaire)
- La Nouvelle Lune
- Le GALCE (Groupe Alsacien de Lutte Contre l'Excision)
- La Boussole
- L'Amicale Radicale des Cafés Trans de Strasbourg
- Le Refuge
- Librairie « Quai des Brumes »
- MDA (Maison des ados)
- Maison du Jeune Citoyen de Bischheim
- Maison des Lycéens
- Médecins du Monde
- Médiathèque Olympe de Gouges
- Migrations Santé Alsace
- Mouvement du Nid
- Observatoire régional de l'IVG
- ORIV (Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville)
- Osez le féminisme 67
- Plurielles
- P.J.J.(Protection Judiciaire de la Jeunesse)
- Rectorat Académie de Strasbourg

- Services de gynéco obstétrique : Hôpital de Hautepierre et CMCO de Schiltigheim
- SESSAD de Sélestat
- SIFAS (Service d'insertion, de Formation et d'Apprentissage Spécialisé)
- S.O.S. Femmes Solidarité
- S.O.S. Hépatites
- S.O.S. Homophobie
- S.S.U (Service de Santé Universitaire)
- La Station
- THEMIS
- Uni Cités (voir avec Amina services civiques)
- Village des Enfants
- VILAJE

Rapport financier

Budget global

Notre association, Le Planning Familial du Bas-Rhin, a géré pour l'année 2018 un budget global de 342 541,82 € (en hausse de 14% par rapport à 2017), dont 311 248,00 € de subventions (en progression de 16% par rapport à l'année précédente). Nos principaux financeurs sont le Conseil Départemental du Bas-Rhin, l'ARS (Agence Régionale de Santé), la DRDFE (Direction Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité)¹, la Ville de Strasbourg et les Mairies de Bischheim, Hœnheim et Schiltigheim.

Le budget du Planning Familial 67 se ventile entre les quatre comptes financiers suivants :

- Titre 1 (T1) : établissement d'information, de consultation et de conseil familial ;
- Titre 2 (T2) : centres de planification de Strasbourg et Bischheim ;
- Titre 3 (T3) : consultations médicales pour adultes avec tiers payant ;
- Titre 5 (T5) : temps partiel de secrétariat rattaché au centre de Bischheim.

Le plus gros poste de coûts de notre association demeure, comme chaque année, celui des charges de personnel, avec 218 881,99 € de dépenses en 2018 (64% du total annuel des charges). Ce poste a d'ailleurs vu son montant augmenter de 11% par rapport à 2017, en raison du recrutement de nouvelles salariées.

Viennent ensuite le loyer et les charges de nos bureaux strasbourgeois pour un total de 16 264,85 € en 2018 (-4% par rapport à 2017) - soit 5% des charges annuelles totales - puis les dépenses de pharmacie et d'achat de petit matériel médical, en hausse de 30% sur l'année 2018, à 15 177,59 €.

¹ Fin 2017, le suivi des EICCF (établissements d'information, de consultation et de conseil familial) a été transféré de la DDCS (Direction Départementale de la Cohésion Sociale) à la DRDFE.

Le budget global 2018 est légèrement déficitaire (-124,99 €).

La comptabilité du Planning Familial du Bas-Rhin est vérifiée par un Commissaire aux comptes. Il s'agit du Cabinet Mazars, situé 1 rue des Arquebusiers à Strasbourg.

Budget du T1

En 2018, le budget du T1 s'est élevé à 147 956,42 €, en augmentation de plus d'un tiers par rapport à 2017, notamment grâce à l'augmentation des subventions de l'ARS, qui finance à la fois nos activités d'animations et de permanence téléphonique (voir tableau en page suivante).

Produits 2017 et 2018 du T1 - Planning Familial du Bas-Rhin

| | 2018 (en €) | 2017 (en €) | Évolution (en %) |
|---|------------------------|-------------------|---------------------|
| Subventions | | | |
| DDCS / DRDFE | 41 578,00 ² | 26 808,00 | +55,1% |
| ARS (animations) | 34 000,00 | 16 000,00 | +112,5% |
| ARS (permanence téléphonique) | 32 500,00 | 21 500,00 | +51,2% |
| Mairie de Strasbourg | 15 000,00 | 15 000,00 | 0,0% |
| Subventions diverses T1 | 2 000,00 | 2 000,00 | 0,0% |
| Sous-total subventions | 125 078,00 | 81 308,00 | +53,8% |
| Ressources propres | | | |
| Formations / animations / groupe de parole | 12 116,80 | 20 078,21 | -39,7% |
| Adhésions, dons, produits divers, produits sur placements | 10 761,62 | 8 777,94 | +22,6% |
| Sous-total ressources propres | 22 878,42 | 28 856,15 | -20,7% |
| Total produits du T1 | 147 956,42 | 110 164,15 | +34,3% |

² En raison des nouvelles modalités de financement des EICCF mises en place fin 2018 par la DRDFE, le montant versé par cette administration en 2018 comprend à la fois la subvention octroyée au titre de l'année 2017 et celle accordée au titre de l'année 2018, soit respectivement 27 216 € et 14 362 €. Ainsi, à compter de 2019, les subventions de la DRDFE seront versées au titre de l'année n et non plus de l'année n-1, comme c'était le cas auparavant.

Budget du T2

Intégralement financé par le Conseil Départemental du Bas Rhin, le budget des centres de planification de Strasbourg et Bischheim a représenté 179 554,90 € en 2018, un montant stable par rapport à 2017.

Budget du T3

Ce titre est financé par le fonctionnement de la permanence gynécologique pour les jeunes femmes détentrices de la Carte Vitale. Nous y pratiquons le tiers payant. C'est dans ce poste que sont comptabilisés les tests VIH remboursés pour un total de 8 260,61 € en 2018, montant qui a doublé par rapport à 2017.

Budget du T5

Il s'agit du poste de secrétariat à temps partiel financé par les trois municipalités de Bischheim, Hœnheim et Schiltigheim, représentant conjointement 6 620,00 € de subventions en 2018 (+2% par rapport à 2017).

Comptes de résultat 2017 et 2018 du Planning Familial du Bas-Rhin

| PRODUITS | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------------------|----------------------------|
| | 2018 (en €) | 2017 (en €) | Évolution (en €) | Évolution (en %) |
| Produits propres | | | | |
| Formations | 4 288,00 | 6 318,00 | -2 030,00 | -32,1% |
| Animations | 300,00 | 13 760,21 | -13 460,21 | -97,8% |
| Groupe de parole RRS-CSV ³ | 7 528,80 | 0,00 | +7 528,80 | - |
| Adhésions | 2 286,00 | 1 949,50 | +336,50 | +17,3% |
| Tiers payant | 29,80 | 897,98 | -868,18 | -96,7% |
| Dons, ventes de marchandises, produits divers | 7 847,44 | 6 208,45 | +1 638,99 | +26,4% |
| Produits sur placements | 628,18 | 619,99 | +8,19 | +1,3% |
| Sous-total produits propres | 22 908,22 | 29 754,13 | -6 845,91 | -23,0% |
| Subventions | | | | |
| DDCS / DRDFE (T1) | 41 578,00 | 26 808,00 | +14 770,00 | +55,1% |
| ARS (animations) (T1) | 34 000,00 | 16 000,00 | +18 000,00 | +112,5% |
| ARS (permanence téléphonique) (T1) | 32 500,00 | 21 500,00 | +11 000,00 | +51,2% |
| Mairie de Strasbourg (T1) | 15 000,00 | 15 000,00 | 0,00 | 0,0% |
| Subventions diverses T1 | 2 000,00 | 2 000,00 | 0,00 | 0,0% |
| Conseil Départemental du Bas-Rhin (T2) | 170 572,50 | 170 572,50 | 0,00 | 0,0% |
| Subvention de fonctionnement T2 | 8 977,50 | 8 977,50 | 0,00 | 0,0% |
| Mairies de Bischheim, Hoenheim et Schiltigheim (T5) | 6 620,00 | 6 490,00 | +130,00 | +2,0% |
| Sous-total subventions | 311 248,00 | 267 348,00 | +43 900,00 | +16,4% |
| Divers | | | | |
| Reprises sur provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - |
| Remboursement tests VIH | 8 260,61 | 4 024,51 | +4 236,10 | +105,3% |
| Sous-total divers | 8 260,61 | 4 024,51 | +4 236,10 | +105,3% |
| Perte | 124,99 | 0,00 | +124,99 | - |
| Total produits | 342 541,82 | 301 126,64 | +41 415,18 | +13,8% |

³ RRS : Réduction des Risques Sexuels - CSV : Contraception Sexualité Vulnérabilité.

| CHARGES | | | | |
|---|-----------------------|-----------------------|----------------------------|----------------------------|
| | 2018 (en €) | 2017 (en €) | Évolution (en €) | Évolution (en %) |
| Achats carnets d'adhésion | 800,00 | 900,00 | -100,00 | -11,1% |
| Pharmacie / petit matériel médical | 15 177,59 | 11 701,88 | +3 475,71 | +29,7% |
| Tests VIH | 8 410,50 | 5 249,27 | +3 161,23 | +60,2% |
| Frais d'analyses médicales | 12 303,48 | 7 808,30 | +4 495,18 | +57,6% |
| Électricité / gaz / entretien des locaux | 3 431,94 | 3 020,63 | +411,31 | +13,6% |
| Fournitures de bureau | 1 471,74 | 493,35 | +978,39 | +198,3% |
| Bibliothèque / documentation | 1 568,51 | 2 084,08 | -515,57 | -24,7% |
| Loyer et charges | 16 264,85 | 16 988,88 | -724,03 | -4,3% |
| Location matériel / maintenance | 3 660,10 | 2 482,92 | +1 177,18 | +47,4% |
| Assurance | 1 376,90 | 1 376,90 | 0,00 | 0,0% |
| Prestations de services / honoraires | 10 087,92 | 10 093,12 | -5,20 | -0,1% |
| Prestation de service perm. tél. Planning Familial 68 | 9 196,07 | 5 160,00 | +4 036,07 | +78,2% |
| Cotisation / dons / publications / information | 3 180,04 | 1 562,19 | +1 617,85 | +103,6% |
| Déplacements / animations / missions / réceptions | 12 716,03 | 9 707,65 | +3 008,38 | +31,0% |
| Poste / téléphonie / internet | 3 231,80 | 3 641,20 | -409,50 | -11,2% |
| Cotisation Confédération | 10 667,99 | 10 570,79 | +97,20 | +0,9% |
| Charges de personnel ⁴ | 218 881,99 | 198 149,84 | +20 732,15 | +10,5% |
| Cadeaux bénévoles | 150,00 | 150,00 | 0,00 | 0,0% |
| Frais bancaires | 184,18 | 104,00 | +80,18 | +77,1% |
| Dotations aux amortissements | 561,43 | 238,00 | +323,43 | +135,9% |
| Provisions salaires et primes | 9 218,76 | 9 160,00 | +58,76 | +0,6% |
| Profit | 0,00 | 483,64 | -483,64 | -100,0% |
| Total charges | 342 541,82 | 301 126,64 | +41 415,08 | +13,8% |

⁴ Salaires et traitements, charges patronales, mutuelle, Médecine du travail, versement transport et formation professionnelle.